

Procès-verbal de la séance **spéciale** du conseil d'administration du **Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord** tenue à huis clos **le 17 mai 2017, à 16 h 30**, en visioconférence.

En visioconférence.

M. Denis Miousse, président
Mme Jacinthe Bernard
Mme Isabelle Bossé (16 h 39)
Mme Josée Francoeur
M. Jean-Pierre Porlier
M. François Tremblay
Mme Solange Turgeon

En audioconférence.

M. Pascal-Simon Audet
Mme Johanne Beaudoin
M. Carold Boies
M. Roberto Gauthier
M. Michel Paul

Absences motivées

M. Claude Belzile, vice-président
M. Dave Charlton
M. Roger Dubé
M. Marc Fortin, PDG et secrétaire
M. Jean-Marie Volland

Invités : Mme Johanne Savard, PDGA / Mme Sandra Morin, adj. PDG et médias / Mme Nadia Beaudoin, DRFL

1. Ouverture de la séance spéciale à huis clos et vérification du quorum

Le président constate le quorum et déclare la séance spéciale ouverte à 16 h 35.

2. Présentation de l'ordre du jour

Le président fait lecture de l'ordre du jour.

3. Budget 2017-2018

ARRIVÉE DE DOCTEURE ISABELLE BOSSÉ À 16 H 39.

Le 21 avril 2017, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a signifié à chacun des établissements publics du réseau l'enveloppe budgétaire initiale lui étant consentie pour l'exercice 2017-2018.

Conformément à l'article 7 de la Loi sur l'équilibre budgétaire, les conseils d'administration des établissements doivent adopter un budget en surplus ou en équilibre budgétaire dans les trois semaines suivant la date où le MSSS leur a fait connaître les sommes qu'il affecte à leur budget pour l'exercice concerné.

Selon les exigences de la circulaire 2017-003 sur la planification budgétaire et le suivi des mesures d'optimisation intégrées au budget, le MSSS demande de transmettre le budget sous les formes prescrites ainsi qu'un plan de retour à l'équilibre budgétaire, s'il y a lieu, pour les mesures d'optimisation dont l'approbation par le MSSS est requise. Plus précisément, il s'agit de mesures d'optimisation susceptibles d'avoir un impact sur l'organisation et l'accès aux services.

Le budget 2017-2018 a été élaboré en fonctions des heures travaillées de l'année précédente. Même en tenant compte du retour à l'investissement du plan de retour à l'équilibre budgétaire (PREB) sur trois ans accepté par le ministère, le déficit anticipé se chiffre à 7,8 M \$.

Suite à des échanges avec le MSSS, ce dernier comprend la situation de la Côte-Nord et est au fait des efforts de rationalisation réalisés par le CISSS. C'est pourquoi il nous assure de son soutien dans la recherche de pistes d'amélioration de notre performance.

Résolution 2017-05-037

Budget 2017-2018

Attendu les revenus confirmés par le MSSS pour l'année 2017-2018 et les prévisions budgétaires déposées par la direction, lesquelles prévoient un déficit;

Attendu l'obligation d'adopter un budget en équilibre en vertu de l'article 7 de la Loi sur l'équilibre budgétaire et les directives de la circulaire 2017-003;

Attendu que les mesures de redressement budgétaire présentées par l'établissement n'ont pas d'impact sur l'accès aux services;

Attendu les spécificités propres au territoire de la Côte-Nord;

Attendu l'importance d'obtenir une lecture fine de la performance de toutes les directions du CISSS;

Attendu que ces données liées à la performance permettront aux administrateurs de prendre des décisions basées sur des données probantes;

Attendu la rigueur à laquelle sont soumis les administrateurs dans la prise de décision et leur souci constant à faire en sorte que la population du territoire puisse bénéficier d'une offre de service optimale et de proximité;

Attendu que des mesures complémentaires devront être mises de l'avant s'il advenait que l'une des mesures n'atteigne pas les résultats escomptés;

Attendu la recommandation favorable du comité de vérification;

Il est proposé et appuyé

D'adopter, selon la recommandation du comité de vérification, le budget 2017-2018 du CISSS de la Côte-Nord ainsi que le plan triennal de retour à l'équilibre budgétaire, lequel plan de transformation a déjà été soumis au Ministère le 3 février 2017 et qui regroupe 22 mesures de redressement;

De demander au Ministère de nous soutenir afin de faire une lecture juste de notre performance, selon les besoins identifiés par le CISSS;

D'autoriser madame Johanne Savard, présidente-directrice générale adjointe, à signer tous les documents nécessaires en l'absence du président-directeur général.

Adopté à l'unanimité

4. Sortie médiatique des préfets

Le 10 mai dernier, l'assemblée des MRC de la Côte-Nord émettait un communiqué dénonçant leur inquiétude des impacts de la réforme de la santé sur son territoire.

Le 17 mai, en réaction à cette sortie médiatique, le ministre de la Santé, docteur Gaétan Barrette, accordait une entrevue radiophonique sur les ondes de CILE de Havre-Saint-Pierre.

DÉPART DE MONSIEUR ROBERTO QUITTE À 18 H 03.

Suite aux échanges portant sur les différents éléments soulevés par les préfets, le conseil d'administration convient de tenir une séance de travail sur ce sujet spécifique, en présence et dans les meilleurs délais possibles, afin d'en faire une lecture plus approfondie et déterminer la façon dont adresser la suite.

Comme les propos du ministre lors de son entrevue radiophonique, ont soulevé chez certains administrateurs, une préoccupation en regard de la charge de travail et de l'essoufflement du personnel, ce sujet fera l'objet des discussions lors de la séance de travail du conseil.

5. Transfert des patients de Kegaska vers Havre-Saint-Pierre pour les consultations spécialisées

La population de Kegaska a été informée de changements en vigueur à compter du 15 mai 2017 concernant les services de santé spécialisés.

En fait, comme la clientèle de Kegaska est maintenant desservie par l'installation de Havre-Saint-Pierre (au lieu de Blanc-Sablon) pour la graphie simple et le programme québécois de dépistage du cancer du sein (PQDCS).

Certaines informations contradictoires qui ont circulées ont quelque peu altéré la compréhension et ont provoqué un sentiment de panique à travers la population. Et la fermeture des routes en raison des inondations a amplifié les inquiétudes.

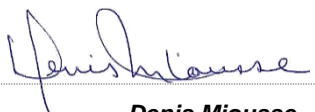
Le CISSS est déjà en action et s'affaire à rétablir la situation.

Le conseil d'administration demande de surseoir temporairement au projet afin de permettre à la direction d'effectuer une analyse plus objective des problèmes et commentaires recueillis et soumettre des recommandations au conseil d'administration par la suite.

7. Clôture

Le président remercie les administrateurs de leur patience et de leur dévouement dans la poursuite de leur mandat pour assurer aux citoyens la dispensation de services de santé et de services sociaux auxquels ils ont droit.

Sur motion dûment appuyée, l'assemblée est levée à 18 h 44.



Denis Miousse
Président



Marc Fortin
Secrétaire

ADOPTÉ LE : 31 mai 2017

SECRÉTAIRE DE RÉUNION : Andrée Tremblay